

# Le Travail : Un enjeu central pour conquérir le pouvoir et renverser le capitalisme

Contribution collective du secteur entreprises/services Publics (72)<sup>1</sup>

## 1. Introduction : Le travail comme enjeu politique central

Ce texte est une contribution au « *Projet de base commune adopté par le Conseil National du 29 mars* ». Il a l'ambition de pousser plus loin le débat sur la nécessité de faire du travail une question centrale sans laquelle il ne peut y avoir conquête du pouvoir et renversement du capitalisme.

## 2. Le travail : Un levier de domination et de résistance

Le travail joue un rôle central dans l'organisation de la société, tant sur le plan économique (source de richesse et réponse aux besoins) que social (structuration des rapports de pouvoir, des identités et des luttes collectives) et politique (lieu de domination, mais aussi de résistance et d'émancipation).

Question largement délaissée par la gauche ces quarante dernières années, y compris par le PCF avant le 38<sup>e</sup> congrès, en renvoyant cette question à la seule dimension syndicale, au rapport patronat/syndicat, et en occultant alors la dimension politique de ce qui se joue autour des questions du travail.

Quant au capital et sur la même période, il a largement investi la question, en déployant une machine de guerre managériale avec des organisations du travail fondamentalement politiques inoculant dans les esprits sa vision du monde, ses valeurs, ses normes et ses institutions comme universelles et naturelles.

## 3. La dépolitisation du travail et ses conséquences

Une ingénierie politique patronale visant l'atomisation de la classe ouvrière en produisant du consentement et contribuant ainsi à la faire passer du statut de classe mobilisée, au statut d'une classe victime de la concurrence tout en la désignant coupable, parce qu'encore incapable d'accepter suffisamment la prescription libérale des moins-disants sociaux.

Dans le même temps, la gauche a participé à invisibiliser le monde du travail et à supplanter les thématiques de la pauvreté et de l'exclusion à l'analyse des inégalités comme le résultat de l'exploitation capitaliste et de la domination sur les travailleurs.

## 4. L'échec des stratégies électorales et délégataires

Indépendamment du type de scrutin électoral, l'élection est devenue l'alpha et l'oméga de l'action politique pour faire de « l'élu » non plus un moyen mais une fin, renforçant sans discontinuer les pratiques délégataires et de verticalité du pouvoir.

Les projets politiques se construisent sur les enquêtes d'opinions, de ceux qui votent encore, pour produire « du récit » conjugué à des promesses que la gauche de gouvernement n'a pas été capable de tenir. Pire, elle a même amplifié et accéléré les mesures antisociales en renforçant toujours davantage le pouvoir patronal.

**Un cocktail qui s'est traduit par une dépolitisation des questions du travail et du syndicalisme, faisant des lieux de travail une machine à désespoir, à l'isolement des salariés, à la fabrique de l'abstention devenue majoritaire et au vote d'extrême droite.**

Cerise sur le gâteau, le monde du travail n'est plus invité à voter pour un projet politique d'espoir de changement pour « *des jours heureux* », mais au seul « *vote utile* » pour éviter le pire.

Et à ce titre et tout comme la classe ouvrière avec ses problématiques, le PCF est tenu de s'effacer, de ranger le nécessaire débat politique, projet contre projet, au registre des antiquités et taire alors sa vocation à renverser le capitalisme. À défaut de se ranger derrière un projet social-démocrate (teinté d'une pseudo-radicalité portée par LFI), le PCF et les ouvriers sont une fois encore, désignés responsables de la progression du vote d'extrême droite.

<sup>1</sup> Pour apporter un commentaire : [fabien.gache@gmail.com](mailto:fabien.gache@gmail.com)

**En lieu et place d'une réflexion nécessaire à la compréhension et à la construction d'une contre-offensive susceptible d'enrayer la progression de l'abstention et des idées d'extrême droite, « la gauche et les écologiques » réduisent les enjeux à la seule élection présidentielle en neutralisant tout débat de fond sur ce qui nous différencie, et notamment les conditions de rupture au capitalisme que nous portons.**

De fait et s'il en était besoin, « cette gauche » alimente l'illusion d'un candidat providentiel susceptible de changer le cours des choses en étant au mieux, soutenu par 30 % du peuple !

## **5. La nécessité d'une mobilisation populaire organisée**

Or, nous savons qu'aucune révolte spontanée, ni même un gouvernement de gauche réellement élu, ne serait en mesure de renverser le système. Dès son arrivée au pouvoir, il se retrouverait pris en étau : d'un côté, la bourgeoisie et ses réseaux d'influence ; de l'autre, les institutions (États, UE, FMI, etc.), qui feraient tout pour étouffer ses réformes.

**Sans une conscience aiguë de la lutte des classes pour une mobilisation populaire massive, aucun gouvernement, même élu, ne pourra à lui seul renverser le capitalisme et construire une société libre.**

**Aucun gouvernement ne libérera le peuple à sa place. La seule rupture possible viendra d'une mobilisation populaire organisée, portée par un projet politique qui améliore ici et maintenant les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses et plus globalement des classes populaires. L'émancipation se construit, elle ne se délègue pas.**

Nous ne pouvons pas nous contenter de discours incantatoires et réduire notre activité politique à la dénonciation, au soutien (bien sûr nécessaire) des luttes, et finalement considérer le PCF comme une seule force d'appoint à l'activité des élus et notamment dans les temps électoraux.

## **6. Réinvestir les lieux de travail : Un impératif politique pour le PCF**

Après 40 années de financiarisation et de précarisation qui ont laissé un monde du travail fragmenté, affaibli, où l'isolement et la concurrence l'emportent sur les solidarités professionnelles, **notre parti a la responsabilité politique de réinvestir les lieux de travail et les quartiers populaires** pour avec eux, confronter et délibérer d'un projet politique porté par le PCF qui

répondre d'abord aux besoins du quotidien et dans lequel le plus grand nombre puisse alors se reconnaître et alors le soutenir.

**Le travail constitue un enjeu central de l'action politique dans la perspective d'un processus de transformation conditionné au processus de compréhension collective organisé en force sociale.**

L'affirmation du « rôle central du PCF dans la conquête du pouvoir par le monde du travail » revendiquée dans le préambule du texte de base de notre 40<sup>e</sup> congrès s'inscrit dans cette exigence.

## **7. Des résistances en interne**

Mais force est de constater que depuis le 39<sup>e</sup> congrès, le chemin pour réinvestir les lieux de travail, pour parler « travail », mener à bien des initiatives avec les travailleurs à partir du réel de leur situation a été semé d'embûches. **Sans doute parce que le débat de fond nécessaire sur la pertinence de nos orientations est resté inabouti.**

**Des camarades et souvent des élus, ont adopté une conception politique très délégataire, détachée des réalités du monde du travail, du mépris et de la violence de classe, parce que depuis longtemps détachés « du travail » et alors sans perception des modifications structurelles du processus de production capitaliste et de ses conséquences tant pour les salariés que pour le syndicalisme.**

**En faisant abstraction de la construction du rapport de force avec la classe travailleuse, ils abandonnent au capital (inconsciemment sans doute), l'exclusivité de la gestion et des choix stratégiques en maintenant le rapport de subordination des salariés, revendiquée par la partie patronale au nom du respect de la propriété privée. C'est la révélation d'une forme de renoncement à l'abolition du capitalisme.**

**A contrario, d'autres camarades expriment aussi la nécessité de réinvestir la question « du travail », mais avec une posture « d'avant-garde éclairée », de sachants. Ils en restent à l'idée qu'avec un PCF doté « d'un réseau de cadres communistes préparés à lire et exploiter les contradictions du capitalisme », apte à « donner des conseils juridiques et tenir un discours de classe (producteur contre exploités) et perspectives politiques (comment reprendre le pouvoir sur la production)... », ils amèneront « les travailleurs et travailleuses les plus politisés à s'emparer de notre parti » et obtenir alors un soutien de masse au projet politique **conçu sans les travailleurs eux-mêmes.****

**Nous restons là encore dans une posture verticale qui d'une certaine manière perpétue les hiérarchies sociales avec un discours extérieur à ceux qui le reçoivent.**

**C'est aussi ignorer la résistance des travailleurs** au processus de déshumanisation, leur volonté à transformer leur environnement matériel et social, **leur potentiel politique** et leur capacité à participer à l'élaboration d'une nouvelle conception du Monde, dès lors où le processus d'investigation, de discussion, de délibération collective sur le réel de ce qu'ils font et tentent de faire est mis en mouvement. **C'est ce processus qui active l'acquisition progressive de la conscience de classe de chacun et de son pouvoir d'agir sans effacer sa singularité... Et non les discours incantatoires.**

**Enfin, d'autres camarades convaincus de la centralité du travail** ont des difficultés à en mesurer les contours et ne voient pas concrètement comment s'y prendre.

**Aussi, il est utile d'engager une réflexion plus approfondie avec les communistes, d'une part,** sur la nature des modifications structurelles du processus de production capitaliste avec ses effets sur le syndicalisme et la capacité d'action collective. Et par voie de conséquence, de visibiliser le lien entre aliénation, abstention et vote d'extrême droite.

**Et d'autre part,** de mieux comprendre le rapport personnel au travail des salariés **où se trouvent les ressources et les forces pour transformer la société.**

## **8. Aliénation, abstention et votes d'extrême droite : Le lien structurel**

Pour l'essentiel, les grandes concentrations de salariés dans une même usine et qui *contribuaient à développer leur capacité d'organisation et leur engagement dans un processus d'apprentissage collectif*, qu'évoquait Marx, n'existent pratiquement plus. **Et c'est sur ce modèle que s'est construite l'activité syndicale de la CGT.**

Le capitalisme a revu profondément le processus de production capitaliste **avec d'autres formes d'oppression** : l'explosion des collectifs de travail, l'isolement des salariés, la mise en concurrence, le développement de la précarité, le turnover ou encore la prolétarianisation des métiers de l'ingénierie sont aujourd'hui le lot quotidien des salariés.

Pour le management, la qualité qui importe, ce n'est pas la qualité pour le métier, c'est « *la*

*qualité pour le marché, dans le temps du marché* ».

S'y ajoute la pression généralisée à la réduction des coûts, au nom de la valeur pour l'actionnaire ou de la réduction de la dépense publique.

Cette pression se manifeste sur les salaires, sur les effectifs, sur les statuts, sur les délais, sur les moyens de travail, sur la maintenance, sur les investissements, etc.

**Le management réduit le travail à l'exécution passive d'une prescription** sans créativité et sans autonomie, pour une activité découpée en tâches isolées souvent hyperspécialisées.

**C'est la généralisation du travail en mode dégradé et la dissolution des repères communs définissant un travail de qualité et avec elle, c'est la solidarité qui recule, et le sentiment de participer ensemble à une œuvre commune.**

Les salariés font l'expérience du mépris, de la déshumanisation du travail, ce que la tradition marxiste a nommé la réification.

Le sentiment d'être un coût à réduire, de se sentir superflu, méprisé, insignifiant pousse à la désespérance avec le risque d'abandon des valeurs personnelles.

Le fait de se sentir ignoré ou dévalorisé dans son entreprise pousse une part croissante de salariés (aujourd'hui majoritaire) à intérioriser ce sentiment d'inutilité, au point de croire qu'ils n'ont aucune importance non plus dans la société en général.

**Cette perception, renforcée par l'idée que les responsables politiques ne les prennent pas en compte, conduit une grande partie des travailleurs et des travailleuses à se détourner des urnes et à s'abstenir lors des élections.**

Par ailleurs, l'histoire montre que l'amertume et la frustration sont alors dirigées vers l'attaque des étrangers au groupe... **Et le vécu de mépris lié à la réification constitue un terreau fertile pour l'extrême droite, les tendances fascistes et le vote au Rassemblement National.**

## **9. L'émancipation par le travail vivant : Conscience et développement du pouvoir d'agir**

Lorsque des militants CGT enquêtent auprès des salariés sur le détail de ce qu'ils font ou tentent de faire, ils mesurent que **l'exploitation capitaliste ne parvient pas à déposséder totalement les travailleurs de leur activité, de leur humanité et de leur individualité.**

Si les travailleuses et les travailleurs se contentaient de suivre la prescription du poste, rien ne fonctionnerait. Et même dans un travail aussi contraint que celui d'ouvrière ou d'ouvrier à la chaîne, les salarié(e)s ont le souci de la qualité de ce qu'ils ou elles font, de la qualité des pièces qui arrivent, de la collègue ou du collègue qui les remplacera à la reprise de poste, de l'état des machines, de la maintenance.

**Par un travail minutieux de discussion et d'investigation des problèmes**, il est alors possible de déboucher sur des confrontations et des délibérations collectives entre les salariés pour aller au-delà des vécus individuels **et construire une compréhension du plus grand nombre aux stratégies d'ensemble**. Obtenir un mouvement du « micro » vers le « macro », pour avec les travailleuses et les travailleurs, passer de l'analyse de ce qu'ils et elles perçoivent comme dysfonctionnements à **une intelligence politique de la situation**.

**C'est cette élaboration collective qui conduit à la reconstruction des solidarités, au développement de la capacité à penser son activité, à débattre, à forger une conscience et une connaissance de classe et donc à créer la puissance sociale nécessaire** pour imposer de profonds changements structurels et organisationnels.

L'oppression des femmes, l'antiracisme politique et toutes les autres formes de domination apparaissent alors comme inséparable du capitalisme.

## **10. Le rôle des communistes : Politiser le travail et alimenter le projet communiste**

Il ne s'agit pas de se substituer au syndicalisme, mais là où les communistes sont présents, d'inciter la mise en œuvre de cette pratique syndicale, **d'y prendre part pour politiser le travail et alimenter la réflexion et le projet communiste**. **En d'autres termes, réarticuler vie sociale et politique**, en connectant projet de transformation radicale aux mobilisations collectives et aspirations individuelles pour constituer alors une force politique unitaire.

Le travail vivant ne se réduit pas à sa simple exploitation dans le système capitaliste. Il incarne avant tout une force créatrice, capable de dépasser les limites imposées par ce système. **En tant qu'activité humaine fondamentale, le travail vivant porte en lui une dimension révolutionnaire** : il offre la possibilité de remettre en cause les structures établies et d'envisager leur

transformation avec des travailleurs *« forgerons d'eux-mêmes »*. Ainsi, il devient un levier essentiel pour imaginer et construire une véritable émancipation.

Partir du travail et de sa réalité pour le transformer relève d'un processus au long cours qui implique de sortir du déclaratif et de ne pas renvoyer sa mise en œuvre à la seule direction nationale. Le congrès est un moment qui doit permettre à chacun de faire sa propre autocritique sur la réalité de son engagement et des initiatives prises ou non, visant à s'intéresser **sérieusement « au travail »**.

La question de droits nouveaux à instaurer pour les salariés et leurs organisations syndicales apparaît donc comme une question fondamentale qui ne peut pas être différée, **parce que l'exercice de la démocratie dans l'entreprise est la condition de l'engagement et de l'exercice de la démocratie politique**.

## **11. Conclusion : Pour une formation et une action communiste ancrées dans le réel du travail**

L'ambition de faire du travail une question centrale va nécessiter un investissement beaucoup plus conséquent des communistes.

Et pour ce faire, il y a nécessité d'instruire davantage le sujet pour un débat éclairé et le plus large possible pour notre prochain congrès et **pour un déploiement effectif de l'activité communiste dans les lieux de travail, d'abord là où les communistes sont déjà présents**.

À cet effet, ne pourrait-on pas envisager un cursus de formation adaptée avec la mise en réseau des communistes par filière avec une animation nationale pour croiser les expériences et populariser ce travail politique déjà en interne ?

En fonction des réalités locales et là où tout est à construire, il faudrait réfléchir au choix d'un ou de plusieurs lieux de travail pour assurer et maintenir une présence avec une expression communiste et réfléchir à la façon de s'y prendre pour créer du lien avec les salariés concernés sur la base de leur activité professionnelle ?

**Là aussi, il y a matière à réfléchir, construire collectivement et concrètement.**

### **Les premiers signataires :**

GACHE FABIEN 72 Automobile

JOUSSE DIDIER 72 Cheminot

GACHE IVAN 72 Éducation nationale

JANVIER CHRISTOPHE 72 Automobile

RABIAN SABRINA 72 Automobile

GARNIER FABRICE 72 La Poste  
CHENON ISABELLE 72 CSE Automobile  
ARNAUDY CHRISTOPHE 72 Fonction publique territoriale  
FONTANIÉ CHRISTOPHE 72 La Poste  
GILBERT PHILIPPE 72 Automobile  
RAYNAUD XAVIER 72 Automobile  
BREUX BERNARD 72 EDF  
GROSSE AZIZ 72 Musée  
GUILLERME CHERRIFFA 72 Oui Care  
MERCER JEAN-LUC 72 La Poste  
GOUPIL MARTINE 72 Service social Educ nationale  
DUGAST JEAN-YVES 72 SNCF  
DENIS GERARD 72 SNCF  
PAPIN CYRIL 72 EDF  
DEPOIX SAMUEL 72 SNCF  
TOTEVIN GWENAEL 72 La Poste  
CATHERINE HÉNIN 72 Service public